L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement; puis-je savoir si le M. Basford qui a fait cette déclaration était le ministre de la Consommation et des Corporations ou un autre Basford?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Le député s'écarte encore plus du Règlement.

L'INFLATION—LA HAUSSE DES DÉTERSIFS MÉNAGERS

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de la Consommation et des Corporations. Vu qu'il est absent, je la poserai au ministre des Finances, car il s'intéresse sans doute au sujet. Le ministre a-t-il fait des instances auprès des compagnies de savon ou de la Commission des prix et des revenus au sujet de la hausse apparemment excessive de plus de 50 p. 100 du prix des détersifs ménagers au cours des six derniers mois? Si je pose la question, c'est que j'ai sous les yeux la preuve que le prix des détersifs est passé de \$1.39 au début de mai dernier à \$2.13 ce mois-ci.

M. l'Orateur: Puis-je rappeler à l'honorable député que le but des questions est d'obtenir des renseignements, non pas d'en donner à la Chambre. De plus, le Règlement interdit d'exhiber des pièces à conviction en posant une question ou en y répondant. Cela dit, j'ajoute que la première partie de la question est recevable et que le ministre peut y répondre.

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Après avoir entendu le savon que l'honorable député nous a passé, je vais transmettre la question au ministre de la Consommation et des Corporations. Je demande à l'honorable membre de soumettre les renseignements qu'il possède à mon collègue.

M. Nesbitt: Que votre Honneur veuille bien m'excuser si j'ai offensé la Chambre en produisant ce que vous avez appelé des pièces à conviction, mais j'assure votre Honneur que cela n'était que pour citer des prix précis, comme ils sont indiqués sur les boîtes de savon.

Des voix: Oh, oh!

LES TRANSPORTS

L'EXAMEN DES REGISTRES DES CAMIONNEURS CANADIENS PAR «U.S.I.C.C.»

M. T. S. Barnett (Comox-Alberni): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au

premier ministre si à la connaissance du gouvernement, la United States Interstate Commerce Commission envoie des agents de surveillance au Canada pour examiner les registres des camionneurs canadiens. Si oui, cela se fait-il avec le consentement et l'approbation du gouvernement?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Pas que je sache, monsieur l'Orateur. J'examinerai volontiers la question.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES CHANGEMENTS DANS LE CORPS DIPLOMATIQUE

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Puis-je poser une question au premier ministre, monsieur l'Orateur? Étant donné l'incertitude qui semble régner à propos de réductions ou de changements dont feraient l'objet nos postes diplomatiques et comme d'après les rumeurs ce serait le premier ministre lui-même qui s'occuperait de cette question, nous dira-t-il bientôt quelles ambassades seront maintenues ou réduites, et quels changements seront apportés?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur, je ne ferai pas de déclaration, mais le secrétaire d'État aux Affaires extérieures en fera une. Cela entre dans ses fonctions et il fera une déclaration dès son retour de Victoria.

LES LANGUES OFFICIELLES

LA NOMINATION D'UN COMMISSAIRE

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, j'adresse ma question au secrétaire d'État. Lui ou le gouvernement, ont-ils nommé un commissaire pour faire appliquer le bill sur les langues que la Chambre a adopté, sauf erreur, le 7 juillet, il y a quatre mois environ? Sinon, quand en nommeront-ils un?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Monsieur le président, je voudrais répondre au député qu'en vertu de la loi qui a été adoptée et qui est entrée en vigueur le 7 septembre, je crois, cette nomination doit en effet être faite et doit faire l'objet d'une résolution adoptée par les deux Chambres. Le gouvernement envisage, à l'heure actuelle, de présenter cette résolution aussitôt que possible, après la fin du débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône.